



## **Marche pour l'emploi et la dignité – étape 5 à Avignon : prise de parole pour Services publics en Vaucluse.**

Travailleurs, retraités, privés d'emplois, étudiants, chers camarades, chers amis,

Merci à vous d'être présents et de participer à cette cinquième étape de la Marche pour l'emploi et la dignité initiée par l'Union départementale CGT des Bouches du Rhône entre Marseille et Paris. C'est avec enthousiasme que l'ensemble des syndicats CGT du Vaucluse accueille une étape au Pontet.

Plusieurs syndicats CGT de territoriaux de la Fonction publique sont présents et c'est important, car il y a à dire sur l'état des services publics en Vaucluse, sur les conditions d'exercice des missions et sur les conditions de travail des personnels.

Là, nous faisons une halte devant les locaux syndicaux mis à disposition par le Centre de gestion 84, dont le Président n'est autre que Chabert, Président également du Département du Vaucluse.

En effet, il y a à dire ; et il y a des raisons de se mettre en grève, de participer à la marche d'aujourd'hui et de s'élever pour défendre le développement de services publics au service de l'intérêt général.

A l'instar des secteurs du commerce et de l'industrie, la Fonction publique, et la territoriale en particulier subit un vaste plan social. Pour exemple, dans la collectivité du Département du Vaucluse, c'est 500 emplois budgétés en moins depuis 2016 ; et sur ces emplois budgétés, chaque année, c'est des dizaines qui ne sont pas pourvus. Ce choix politique, qui s'articule sur des cures d'austérité budgétaire et sur une réorganisation d'ampleur, ne peut qu'éclairer l'état dégradé des services d'une part, et celui des conditions de travail d'autre part.

Et aujourd'hui, le danger du Covid-19 que le gouvernement Macron-Castex n'a de cesse d'agiter ne doit pas être le seul dont on doive se préoccuper. La peur et la terreur qu'il veut répandre doivent nous interpeler. Nous devons sortir de la torpeur si nous ne voulons pas les laisser poursuivre la casse des services publics et de la Fonction publique, les laisser organiser encore un peu plus la dégradation de nos conditions de travail et d'exercice des missions, les laisser augmenter notre temps de travail, les laisser nous diviser. Depuis la loi du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique, et malgré la crise sanitaire, ce sont plus de 20 décrets parus et applicables, qui mettent en péril notre Fonction publique. Et ils n'ont pas terminé !!!!

On le voit : sous-couvert de crise sanitaire, au Département du Vaucluse, ils organisent des modes de travail dit dégradés, un service au public plus restreint. Ils introduisent des changements importants d'organisation du travail et s'immiscent dans les méthodologies de travail, dépossédant les agents de leur expertise et de leur savoir-faire et mettant à mal leur éthique ; ils individualisent de plus en plus la relation au travail et cassent le collectif de travail. L'introduction massive du télétravail est un outil crucial pour servir cet objectif. Les méthodes managériales autoritaristes et malmenantes s'amplifient. Les signes de souffrance au travail, de mal-être sont bien visibles chez bon nombre de professionnels ; les charges de travail excessives pèsent et elles abattent les personnels.

# Syndicat Départemental Cgt des personnels actifs et retraités du Département du Vaucluse

Sous-couvert de crise sanitaire encore, pendant le confinement, ils ont « catégorisé » les personnels (ASA mobilisables, ASA mobilisés, télétravail ou assimilé, présentiel), sans toujours tenir compte de leur situation concrète de travail, avec opacité sur la gestion des missions essentielles. Le placement dans une situation administrative ou une autre a eu des incidences sur les droits des agents. Le bricolage de mesures parcellaires telles que l'octroi d'un chèque vacances et l'attribution de la prime Covid-19 ne répond pas au besoin d'une juste reconnaissance du travail et de l'engagement des fonctionnaires : elles ne constituent que des facteurs de discorde et de division dans les collectifs de travail, y compris dans un même bureau parfois.

Dans les Communes, les Communautés d'agglomérations, les Représentants du personnel, la CGT ont dû intervenir à moult reprises pour que les agents bénéficient des protections individuelles, et voient leur statut respecté. A la sortie du confinement, d'autres problèmes se sont révélés, comme par exemple, des agents placés en ASA qui doivent à leur collectivité employeur plus d'une centaine d'heures de travail ; des contrats signés avec récupération des heures dues au Covid. Autant de procédés illégaux ! Ces agents subissent des pressions, menacés de suspension de leur traitement ou sur l'évolution de leur carrière.

Sur la question des retraites qui est relancée et dont la contre réforme devrait voir le jour en 2021, il est nécessaire que tous, nous nous mobilisions. Les fonctionnaires sont les grands perdants de cette réforme. Le gel du point d'indice a déjà fait perdre beaucoup en termes de rémunération aux futurs retraités que nous sommes. Moins de cotisations, ce sera moins de pension ! C'est pourquoi il faut réaffirmer que de cette contre réforme, on n'en veut pas !

Si nous laissons faire, si nous ne nous mobilisons pas de façon massive et générale, cette situation et ces formes de travail perdureront et s'ancreront de façon structurelle.

Il est plus que nécessaire, dans ce monde dit « d'après », de faire entendre notre voix, de porter nos revendications, de proposer des alternatives à cette société que veulent nos dirigeants.

Il est plus que nécessaire de se réapproprier les moyens de productions, les méthodologies et les organisations de travail ; de vendre notre force de travail à sa juste valeur. Et de l'argent, il y en a ! Pendant la crise, c'est plus de 37 milliards de dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40, dont plus de 2 milliards aux actionnaires d'Auchan !

Pour peser et pour prendre en main notre présent et notre avenir, une seule voie : l'arrêt de travail par la grève et la médiatisation des actions menées.

Ainsi, cela a pu encore se vérifier récemment, à la demande de l'ensemble des agents techniques du lycée de Vaison la Romaine, le syndicat CGT des personnels de la Région PACA a déposé un préavis de grève reconductible. Une délégation de personnels a été reçue et a obtenu le remplacement de tous les agents absents et des moyens pour mettre en œuvre les protocoles sanitaires drastiques.

Donc aujourd'hui, et demain, participons à faire grandir la mobilisation ! Mettons-nous en action ! Localement dans son entreprise ou dans sa collectivité, dans le privé et dans le public. Et le 17 octobre, toutes et tous à Paris ! Pour gagner, il faut lutter !

La Coordination syndicale départementale des Territoriaux du Vaucluse.